

**Réponse à la question parlementaire no 1495 du 7 juin 2011  
de Monsieur le Député Marc Spautz**

---

**La réforme, a-t-elle été discutée avec les syndicats représentés au sein de l'entreprise des P&T ?**

La réforme de la distribution postale a été discutée depuis presque deux ans et à maintes reprises avec les représentants syndicaux. Depuis septembre 2010, la cadence de ces réunions a encore été accélérée afin de débattre les mesures prévues, les demandes formulées par les syndicats et les possibilités de compromis.

Les syndicats ont donc, de manière exhaustive et transparente, eu l'opportunité de prendre connaissance du projet de réorganisation de la distribution postale et d'exprimer leur position dans le cadre des nombreuses réunions de concertation. *In fine*, les plans initiaux du projet de réorganisation de la distribution postale ont été significativement amendés afin de justement refléter au mieux les desiderata des syndicats.

**Le secret de la correspondance est-il garanti ?**

Le secret de la correspondance continue à être garanti, et ceci à plusieurs niveaux :

- La Constitution précise dans son article 28 que « *Le secret des lettres est inviolable* ».
- La loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux précise dans son article 3 (1) que « *Les opérateurs ainsi que les membres de leur personnel sont tenus de respecter [...] le secret des correspondances* », un « opérateur » étant défini comme « *toute personne physique ou morale exploitant un service postal* ».

Le secret des correspondances s'applique donc à tous les opérateurs postaux, et à toutes les personnes y actives, indépendamment de leur statut salarial.

En plus de ces dispositions constitutionnelles et légales, les contrats de travail, les formations internes et les contrats de sous-traitance de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) font référence au secret des correspondances, que les agents respectifs soient des fonctionnaires, des employés publics, ou des salariés.

Le secret de la correspondance est donc bel et bien garanti.

### **Le problème des nombreux colis et lettres délivrés à de mauvaises adresses, a-t-il été redressé ?**

Il est d'abord à préciser qu'on ne peut certes pas parler de problèmes significatifs en termes de distribution à de mauvaises adresses, les irrégularités observées se limitant à quelques cas isolés.

Il est cependant dans la logique des choses que toute réorganisation nécessite un certain temps de rodage, indispensable afin que les facteurs et les assistant-facteurs puissent s'habituer à et se familiariser avec leurs nouvelles tournées de distribution afin de justement éviter des erreurs de distribution.

### **Les nouveaux porteurs sont-ils engagés à temps plein et à durée indéterminée ?**

Souhaitant offrir un cadre de travail stable à son personnel et éviter des pratiques précaires observées dans d'autres pays, l'EPT a expressément choisi de recruter ses porteurs de journaux et les assistant-facteurs sous forme de contrat à durée indéterminée.

Les porteurs de journaux sont ainsi, depuis le lancement de la messagerie postale en 2006, recrutés avec des tâches de 20 à 25 heures par semaine, tandis que les assistant-facteurs ont des tâches de 35 à 38,75 heures par semaine. Ces horaires résultent de critères opérationnels (p.ex. les volumes à distribuer, les heures de préparation et de distribution) et, pour ce qui est des quotidiens, d'obligations contractuelles (p.ex. un niveau de qualité très élevé, une heure-limite pour la distribution des quotidiens) etc.

Enfin, et sachant que l'actuelle phase de lancement de la distribution postale nécessite des aménagements et renforcements provisoires et temporaires, et suite aux discussions avec les syndicats, quelques personnes supplémentaires ont été engagées en CDD de 6 mois pour des tâches hebdomadaires variables, mais supérieures à 20 h/semaine.

### **Quel est l'avenir du métier de facteur ?**

Cette question est directement liée à l'avenir du secteur postal dans son ensemble. L'essor des nouveaux moyens de communication électronique a fondamentalement bouleversé les habitudes de communication des consommateurs, et cette tendance se renforce actuellement encore davantage. Conséquence : le secteur postal se retrouve, à travers le monde, en déclin structurel. Mise à part l'exception des colis qui profitent du succès continu de l'e-commerce, les volumes postaux diminuent dans certains pays européens jusqu'à 15% par an !

Les opérateurs postaux ainsi que leur personnel sont contraints à faire face à ce défi de taille et s'adapter à ce contexte difficile. Il serait illusoire de penser que P&T Luxembourg pourrait échapper à cette évolution.

### **L'entreprise des P&T, répond-elle toujours à sa fonction sociale ?**

L'EPT répond absolument à sa fonction sociale, et ceci à deux niveaux.

D'abord, l'EPT continue à assurer sa mission historique de prestataire du service postal universel via :

- une gamme étendue de services postaux, financiers et de télécommunications ;
- des tarifs abordables et très compétitifs ;
- un niveau de qualité parmi les plus élevés en Europe, 97,99% du courrier étant distribué le lendemain de son dépôt ;
- un réseau étendu de bureaux de postes et de PostShops ;
- et, partant, un service de proximité pour les citoyens.

Par ailleurs, l'EPT est, en tant que cinquième employeur du Grand-Duché, consciente de son rôle social envers son personnel :

- entreprise publique, l'EPT offre des emplois sûrs à des conditions au moins équivalentes au marché, et, chose de plus en plus rare, ouverts à une large population de salariés de moindre formation et expérience ;
- la majorité de son personnel bénéficie du statut de fonctionnaire ou d'employé public, régi par les dispositions légales et sociales de la fonction publique ;
- en complément, des conventions collectives ont été négociées pour d'autres carrières, comme par exemple pour les porteurs de journaux ;
- l'EPT et les syndicats ont convenu d'élaborer une nouvelle convention collective avant la fin de l'année en cours, qui s'appliquera rétroactivement aux nouveaux assistants-facteurs.

Enfin, l'EPT est membre de l'Institut pour le Mouvement Sociétal au Luxembourg (IMS) et se positionne, via son Comité de développement durable et la participation à des projets de réduction des gaz à effet de serre et de son empreinte environnementale, comme un acteur clé dans la protection environnementale et le développement durable.

On peut donc constater que l'EPT est absolument consciente de son rôle social et sociétal, et qu'elle entreprend tout afin de le renforcer et développer davantage.